

Communiqué de presse

Lundi 8 novembre 2010

La politique financière restrictive a toujours la cote

Moniteur financier 2010 : les électeurs favorables à la diminution des dettes et des impôts

Les citoyens suisses sont encore plus nombreux aujourd'hui que l'an dernier à soutenir une politique financière et fiscale restrictive. Une grande majorité est même favorable à une baisse des impôts pour accroître la pression en vue d'une diminution des dépenses. Quant au frein à l'endettement, il fait presque l'unanimité. Pour les questions de politique financière et fiscale, les citoyens se considèrent comme les acteurs les plus crédibles, tandis que le PS arrive en toute fin de classement. C'est ce que montre le Moniteur financier 2010 d'economiesuisse.

L'organisation faîtière de l'économie suisse publie en collaboration avec l'institut de recherche gfs.bern son troisième moniteur financier. Cette publication présente les résultats d'une enquête annuelle sur la politique financière et fiscale de la Suisse. Le moniteur financier mesure, tel un sismographe, les fluctuations de l'opinion publique sur les questions de politique financière et fiscale.

Réduction des dépenses, diminution des dettes et baisses d'impôts

Le frein à l'endettement reste très apprécié des personnes sondées. Ainsi, 94 % d'entre elles souhaitent le maintien de cet instrument qui a fait ses preuves. Comme en 2009, 85 % des sondés estiment que l'État doit accomplir ses tâches de manière optimale sans recettes supplémentaires. De plus, une grande majorité des électeurs admettrait que les impôts soient baissés afin d'accroître la pression en vue d'une réduction des dépenses. Les hausses d'impôts sont par contre fermement rejetées.

L'enquête révèle qu'une majorité des personnes sondées attendent de l'État qu'il utilise un éventuel excédent pour éponger ses dettes. Cette information est intéressante dans la mesure où la Confédération enregistrera probablement un excédent d'une hauteur de 1,4 milliard de francs en 2010. Lorsque les comptes de l'État sont déficitaires, par contre, 88 % des sondés privilégient une réduction des dépenses. Seulement 7 % d'entre eux considèrent qu'il est judicieux de contracter de nouvelles dettes et seuls 3 % soutiennent des hausses d'impôts dans le but de combler des déficits. Selon Urs Furrer, responsable des questions de politique financière et fiscale chez economiesuisse, « le Moniteur financier 2010 confirme l'attitude conservatrice des Suisses en matière de politique financière et fiscale ».

D'après l'enquête, les électeurs réclament des économies principalement du côté des salaires des fonctionnaires, puis dans les domaines de l'asile et de l'armée. Par rapport à l'an dernier, on observe toutefois une diminution de la pression en vue d'une réduction des dépenses pour les tribunaux et la police. Aucun domaine n'a réuni une majorité de voix pour une augmentation des dépenses.

L'économie plus crédible que le PS

Les électeurs se considèrent toujours comme les acteurs les plus crédibles sur les questions de politique financière. Viennent en suite les représentants du camp bourgeois, comme les employeurs et l'Union suisse des arts et métiers. Les syndicats ont, quant à eux, vu leur crédibilité fondre. Le PS aussi a reculé dans le classement. Il est même la lanterne rouge puisqu'il est considéré comme l'acteur le moins crédible pour les questions de politique financière et fiscale.

Pour plus d'informations :
Cristina Gaggini
Téléphone : 078 782 81 39
cristina.gaggini@economiesuisse.ch